

BAISSE DES PRIX DU PÉTROLE

Que peut faire l'Opep ?

Le redressement rapide des prix, ou au moins une stabilisation du prix du pétrole autour de 60 dollars, n'est pas pour demain. Le rapport offre/demande sur le marché mondial n'est plus le principal facteur déterminant dans la fixation des prix. En sus de l'impact certain du retour des exportations iraniennes, il faut attendre les recommandations de la prochaine conférence mondiale sur les changements climatiques (COP21) qui se tiendra à Paris. Face à la multitude de facteurs externes, le rôle de l'Opep n'est plus déterminant.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Les pays producteurs de pétrole tels que l'Algérie, ayant subi de plein fouet la baisse continue des prix, devront prendre leur mal en patience pour plusieurs semaines en plus. Et pour cause, en sus des «fondamentaux», le marché énergétique actuel est tributaire d'un autre facteur, au demeurant capital : il s'agit des résolutions qui devraient être prises durant la prochaine réunion sur les changements climatiques (COP21), le mois de décembre prochain à Paris.

En décodé, si un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays, dans l'objectif de maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C est trouvé, cela signifiera, selon les experts, l'abandon, même graduel, de la consommation du charbon et du pétrole. Car, réduire la consommation de gaz à effet de serre est synonyme d'une réorientation du modèle de consommation énergétique mondiale. C'est, en tout cas, le nouveau facteur qui pèsera lourdement et lentement dans la fixation des prix de l'or noir.

«Les réponses des pays à la question des changements climatiques lors de la prochaine COP21 à Paris impacteront le marché pétrolier mondial. Si un consensus est trouvé pour diminuer l'utilisation du gaz à effet de serre, cela se traduira par la diminution de la consommation du pétrole et du gaz, donc cela impactera les prix», nous a expliqué Abdelmadjid Attar, expert et ancien P-dg de Sonatrach. Et d'ajouter que, pour le cas échéant, les pays vont s'orienter vers un nouveau mode de consommation énergétique qui passera via le développement des énergies renouvelables et propres. «Les baisses actuelles sont des baisses préventives dues à l'incertitude de ce qui va se passer d'ici la fin de l'année», selon M. Attar qui soutiendra que le retour des exportations iraniennes, une fois les sanctions économiques contre Téhéran levées, devrait être majoritairement responsable de l'aug-



Photo : DR

mentation de la production de l'Opep en 2015. Quid de l'Opep ? Pour les différents observateurs, si les pays producteurs du pétrole membres de l'Opep ont coopéré, depuis 1960, une vingtaine de fois pour serrer les vannes et redresser les cours, actuellement, et en présence des facteurs externes, la

marge de manœuvre se réduit davantage... Même si, actuellement, la concertation entre les 12 membres de ce cartel «est en cours», il faudra «du temps», selon notre ministre de l'Energie, pour arriver à un consensus ou une décision collective.

S. B.

ALI BENFLIS À IMPACT24 :

«Le pays est toujours face à la même impasse»

Le président de Talaoui El Houriyet, parti en cours d'agrément, tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme. Dans un entretien accordé à Impact24, Ali Benflis a une nouvelle fois dénoncé les effets de la «vacance du pouvoir» sur le fonctionnement des institutions.

Pour Ali Benflis, le remaniement ministériel, le mouvement dans le corps des walis et les changements à la tête de services de sécurité relevant de l'armée sont le signe d'un «blocage» institutionnel provoqué par «un vide» au sommet de l'Etat.

«Dans ces moments précis, l'Etat, les institutions et la société elle-même vivent une situation de blocage total. Il ne fait plus aucun doute pour personne que le vide au sommet de l'Etat est à la source de ce blocage», indique-t-il dans cet entretien publié hier par le journal électronique Impact24.

Il estime que cette hyperactivité, plutôt inhabituelle en période estivale, a provoqué «beaucoup de bruit pour rien». «Le pays est toujours face à la même impasse et les changements civils et militaires qui viennent d'être opérés n'en modifient aucune donne. Peut-être même donnent-ils à cette impasse une tournure qui n'augure rien de bon pour le pays.»

Ali Benflis dénonce, par ailleurs, l'ingérence «d'acteurs extraconstitutionnels» qui profitent de la vacance du pouvoir pour activer. Une allusion à peine voilée à Saïd Bouteflika, dont la fonction se limite à conseiller le président de la République. «Je crains que des mains aventureuses ne se soient emparées du pouvoir politique laissé à l'abandon par son titulaire constitutionnel et en disposent à leur guise. La grande menace pour l'Etat national est désormais là, et nulle part ailleurs.»

La situation est donc particulièrement critique puisque l'ancien chef de gouvernement relève que «le système politique est au bord de l'effondrement».

Dépasser «les guerres de leadership»
Benflis considère que l'opposition a un rôle important à jouer dans «le sauvetage de l'Etat national». Il appelle donc à raffermir les rangs de cette opposition. «Les guerres de leadership, si tant est qu'elles existent, ne m'intéressent pas et elles intéressent encore moins nos concitoyens. Bien



Ali Benflis.

Photo : Samir Sid

plus que cela, je ne me situe pas personnellement dans la logique de la constitution d'un front ou d'un rapport de force. Tout au

contraire, je suis dans une logique d'union et de rassemblement.»

Interrogé sur l'usage de l'arabe dialectal à l'école et l'amnistie fiscale décidée par le gouvernement, Benflis regrette que ces deux questions n'aient pas fait l'objet d'un large débat. L'amnistie fiscale a été retenue sans débat et a été introduite subrepticement dans la loi de finances complémentaire adoptée sous forme d'ordonnance présidentielle qui privera même le Parlement de l'ouverture d'un débat sur ce sujet particulièrement sensible. «Je conclurai sur ce sujet précis en observant que le contexte politique général est bien mal choisi pour une amnistie fiscale. D'abord, parce qu'une telle décision venant d'un régime politique connu pour son clientélisme est vouée à être entachée d'une suspicion légitime ; ensuite, parce que de par le flou et l'opacité qui l'entourent, cette décision s'apparente plus à une opération de blanchi-

ment qu'à une amnistie fiscale classique ; enfin, parce que l'impasse politique actuelle et le malaise ambiant dans la société sont plus incitatifs à la fuite des capitaux qu'à leur réinsertion dans l'économie formelle.»

Le président de Talaoui El Houriyet est cependant resté discret sur le plan d'action de sa formation politique. Actuellement en cours d'agrément — le ministère de l'Intérieur est tenu de statuer avant le 14 septembre — le parti de l'Avant-garde des libertés devrait jouer un rôle important sur la scène politique. «Je vous prie de croire que nous n'improvisons rien, que nous ne nous disons jamais «à chaque jour suffit sa peine» et que nous n'attendons pas que les événements surviennent pour nous préparer à y répondre. Tout ce que nous entreprenons est calculé, mûri et préparé longtemps à l'avance», souligne enfin Benflis.

Fodil B.

ARCELORMITTAL FERME L'ACCÈS DU COMPLEXE AUX SALARIÉS D'AMPTA

Radicalisation à El-Hadjar

Alors que le délai émis par le syndicat de ArcelorMittal Pipes & Tubes Algeria (AMPTA) devrait expirer dans quarante-huit heures (selon la déclaration faite ce dernier mercredi par le SG du syndicat Lotfi Farah), l'employeur est passé à la vitesse supérieure.

Au-delà de la mesure de licenciement qu'il a prononcée à l'encontre de ce dernier et du président du comité de participation, la DG a décidé d'interdire l'accès du complexe sidérurgique ArcelorMittal El Hadjar (lieu d'implantation d'AMPTA) aux 350 salariés de cette filiale. «Depuis dimanche matin, des agents de la société de gardiennage en faction devant les portails principaux d'accès interdisent à quiconque des salariés AMPTA de rejoindre le siège de leur filiale où la grève entamée le 29 avril dernier se poursuit toujours», la déclaration est du SG du syndicat.

Cette radicalisation de la position de l'employeur a été interprétée par les observateurs comme étant une véritable déclaration de guerre faite aux travailleurs. Ce qui démontre que, contrairement à

ce qu'affirme la DG d'ArcelorMittal Algérie (AMA), les syndicalistes AMPTA sont soutenus par la totalité des 350 salariés. Et que ceux-ci sont déterminés à poursuivre leur mouvement jusqu'à la satisfaction de leurs revendications socioprofessionnelles.

Au-delà des ornières que l'on cherche à mettre devant les yeux des représentants de la presse à travers une opération de désinformation, il y a d'autres aspects que la DG AMA tente de voiler. Parmi ces derniers : les difficultés financières auxquelles est confrontée la filiale AMPTA, l'accusation portant sur un groupuscule d'une cinquantaine de travailleurs comme étant les seuls meneurs de la grève, la fermeture des portails d'accès la semaine écoulée et le licenciement des deux syndicalistes.

La correspondance adressée à celle-ci par le secrétaire général de la Centrale syndicale UGTA le 22 juillet dernier implique que la situation est tout ce qu'il y a d'anormal. D'autant que le syndicat AMA qui, normalement, chapeaute les syndicalistes de toutes les filiales du moins en termes de communication et de coordination des activités, n'a pas réagi ; il aurait dû le faire pour au moins appeler au dialogue, à la concertation et à la vigilance comme de tradition. Pourquoi donc cette sortie de Sidi Saïd à partir d'Alger alors qu'il aurait pu demander à son représentant à Annaba et non moins secrétaire chargé de l'organique à la Centrale UGTA, d'intervenir pour calmer le jeu ?

Cette question amène beaucoup d'autres. Telle que celle portant sur un travail de coulisses qui s'opère en vue d'amener la fermeture définitive de AMPTA. Les conséquences seraient similaires à celles ayant concouru à la mise au rebut de la cokerie et

le HF n° 1. Au titre de finalité, imposer à Sonatrach et Sonelgaz d'importer leurs besoins en pipes et en tubes avec tout ce que cela sous-entend en termes de dépenses en devises. C'est ce qui devrait arriver quand on sait qu'à l'échéance du délai, prévu pour demain mercredi, qu'il y est interdiction d'accès ou pas, les 350 salariés AMPTA prendront position au niveau du HF n°2 pour arrêter la production de l'acier liquide.

C'est en tout cas la démarche à laquelle le SG AMPTA envisage recourir si les salariés qu'il représente n'obtiennent pas satisfaction. D'autres observateurs estiment qu'en sollicitant les professionnels du gardiennage pour empêcher l'accès au complexe des salariés AMPTA, l'employeur ferme toute possibilité de dialogue avec son partenaire social. Ce dernier est du reste inexistant puisque ses deux principaux représentants ont été... licenciés.

A. Bouacha